



Ils sont en première ligne.

Face à eux, des milliers d'usagers souvent inquiets, parfois excédés par des temps d'attente interminable.

Derrière eux, "une administration qui ne veut pas reconnaître qu'il y a un problème", souligne Philippe Laget, co-secrétaire CGT Finances publiques 13. "On a l'impératif de faire des entretiens courts, mais on n'est pas là que pour expliquer la loi. On a parfois affaire à des personnes en détresse, des femmes isolées. Ce n'est pas simple de bloquer le compte d'une personne qui n'a pas assez d'argent pour finir le mois, alors on écoute leur problème..."

[La suite sur le site de notre section](#)

FINANCES PUBLIQUES [La CGT a déposé un droit d'alerte](#) (article La Marseillaise)

fichiers:



[Télécharger la_provence_20_mars_2017.pdf](#) (375.7 Ko)

Colonne de droite publique: [En direct des sections](#)

Public: [Accueil](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank

